INFORMATIONS RELATIVES AUX VOIES DE RECOURS

Vous avez reçu une décision judiciaire et vous n'êtes pas d'accord avec cette dernière ? Vous trouverez ci-dessous des informations sur les possibilités dont vous disposez pour la contester.

I. Voies de recours ouvertes contre la décision

En tant que partie au litige, vous ne pourrez *interjeter appel* qu'avec l'appel contre la décision définitive ou vous *pourvoir en cassation* qu'après la décision définitive, c'est-à-dire lorsque la juridiction aura définitivement tranché une question litigieuse dans cette affaire.

Sur la fiche informative que vous recevrez en même temps que la décision définitive, vous trouverez des informations supplémentaires sur vos possibilités d'introduire un recours contre cette décision.

Si vous n'êtes pas partie à la cause, vous avez la possibilité de former *tierce opposition* contre la décision si vous estimez qu'elle vous porte préjudice (voir point II).

Il est conseillé de consulter un avocat pour vous assister (www.avocats.be ou www.advocaat.be). L'avocat peut vous aider à comprendre la décision et à clarifier les étapes suivantes. Si vous décidez de contester la décision, l'avocat peut vous informer sur vos chances de réussite et veiller à ce que vous le fassiez à temps et en respectant les exigences légales.

Vous pouvez également prendre contact avec la commission d'aide juridique de Bruxelles (rue de la Régence 63 à 1000 Bruxelles, 02/519.83.05, www.bajbruxelles.be, info@bajbxl.be). Elle peut vous renvoyer vers les services de permanence de l'aide juridique de première ligne, qui peuvent répondre gratuitement à des questions juridiques simples.

II. Informations sur la tierce opposition

a) Auprès de quelle juridiction former la tierce opposition ? La juridiction qui a rendu la décision est compétente pour connaître de la tierce opposition. Il s'agit du tribunal de première instance francophone de Bruxelles – section civile (rue des Quatre Bras 13 à 1000 Bruxelles, 02/508.63.61, bxl.tpi.greffe.civil@just.fgov.be).

Toutefois, « le juge saisi de la contestation », « s'il est égal ou supérieur à celui qui a rendu la décision attaquée » est également compétent pour connaître d'une tierce opposition incidente aux conditions visées à l'article 1125, alinéa 2, du Code judiciaire.

b) Comment former tierce opposition ? La tierce opposition est introduite par citation (www.huissiersdejustice.be/bailiff), qui doit être signifiée à toutes les parties à la cause.

Elle peut être formée à titre incident par conclusions écrites.

c) Quel délai devez-vous respecter ? Le délai pour introduire une tierce opposition est de trois mois maximum. Il commence à courir le lendemain de la signification de la décision.

Ce délai peut être prolongé dans certains cas (voir point III).

III. Motifs généraux de prolongation des délais pour introduire un recours

Les délais peuvent être prolongés dans les circonstances suivantes prévues par la loi :

- lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche, ou un jour férié légal, le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit ;

- lorsque le délai d'appel ou d'opposition commence à courir et qu'il prend fin entre le 1er juillet et le 31 août, le délai est prolongé jusqu'au 15 septembre ;

- lorsque vous n'avez pas pu introduire votre recours dans le délai en raison d'un problème technique avec le système informatique de la justice (https://acess.eservices.just.fgov.be/edeposit/fr), le délai est prolongé jusqu'au premier jour ouvrable suivant ;

- lorsque la partie à qui la décision est signifiée n'a en Belgique ni domicile, ni résidence, ni domicile élu, le délai d'appel, d'opposition ou de cassation est prolongé de :
    - 15 jours pour les Pays-Bas, l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg, la France ou le Royaume-Uni ;
    - 30 jours pour les autres pays d'Europe ;
    - 80 jours pour les autres pays hors de l'Europe ;

- contre les incapables le délai ne court qu'à partir de la signification de la décision à leur représentant légal.

IV. Avertissement

L'introduction d'un recours à des fins manifestement dilatoires ou abusives peut vous exposer à une condamnation à une amende civile, ainsi qu'à des dommages-intérêts et aux dépens.

Besoin d'informations ? La loi interdit aux juridictions et aux greffes de donner des avis juridiques à une partie dans une affaire judiciaire. Si vous avez des questions relatives aux informations qui vous sont données ici, il est préférable de contacter un avocat.